

La Lettre

des élus communistes et apparentés

n°16 - Juin 2010

140 milliards

d'€ versés pour sauver un système financier qui nous étouffe tous les jours un peu plus. Le plan de rigueur du gouvernement est là pour sauver le pouvoir d'achat... des riches et non des travailleurs ! Tous les matins, le gouvernement annonce de nouvelles mesures : déblocage de milliers d'euros pour les banques et les spéculateurs, et des réductions des budgets pour les services publics : éducation, hôpitaux, pour les salaires, les retraites...

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 17 mai 2010



Alertez les collectivités et les citoyens sur le plan de rigueur que nous concocte le

Gouvernement est aujourd'hui primordial. Plusieurs pays européens, notamment la France, prêtent des millions d'euros pour sauver les banques, les spéculateurs. Des banques qui alors peuvent prêter de l'argent aux différents pays comme la Grèce à des taux prohibitifs, à des conditions d'austérité insoutenables pour le peuple ! On nous fait croire que ceux qui vivent de leur travail ou de la solidarité sont responsables de la dette nationale, mais le gouvernement la creuse avec les aides au patronat, avec les dépenses militaires ! En France aussi le peuple paie cette crise : le gouvernement balaie d'une seule vague les collectivités, les services publics, les acquis sociaux, les salaires, les retraites... Et nous connaissons les résultats : des vieux pauvres, des travailleurs pauvres, des jeunes pauvres, des chômeurs pauvres... Les richesses sont créées par les travailleurs, redistribuons les richesses ! Organisons-nous pour exprimer notre solidarité avec le peuple grec et refusons en France le plan de rigueur et d'austérité imposé par ce gouvernement au service du capital contre le peuple.

Henri Thivillier
Président du groupe des élus communistes et apparentés

// Dossier

L'environnement a été au centre de l'actualité Vénissienne ces dernières semaines. Avec l'approche de la semaine de la propreté fin mai, le conseil municipal fut principalement centré sur la question du tri, du cadre de vie, des extérieurs... Des questions qui ont suscité un débat animé entre la Droite et les élus communistes et apparentés. Mais qui n'ont pas gâché la semaine de la propreté et ses nombreuses actions à travers la ville avec l'ensemble des partenaires.

ENVIRONNEMENT : changer nos comportements !

L'environnement fut au cœur des débats du conseil municipal du 17 mai que ce soit par la programmation du GSUP 2010 ou par la semaine de la propreté. Dans tous les cas ce fut l'occasion pour C. Girard (Divers Droite) de dénoncer « les négligences de la municipalité en terme de gestion des aspects extérieurs ». A coup de grands slogans comparant la place Edouard Herriot de Monmousseau à un « terrain vague » et les abords de l'institut Bioforce toujours en chantier, C. Girard alimente la polémique mais ne propose aucune solution. Ce que Henri Thivillier, Adjoint à l'Urbanisme et au Grand Projet de ville (GPV) lui a rappelé en invitant Christophe Girard à se joindre à la majorité quand elle porte ces dossiers auprès des acteurs compétents (Alliade et le Grand Lyon dans ces deux cas).

L'adjoint à l'environnement, Pierre Alain Millet, a également relancé en rappelant « les efforts quotidiens » fournis par les employés municipaux pour rendre propres et agréables les espaces extérieurs. Mais, comme il l'admet lui-même, des efforts restent à faire, mais il est aussi question de coresponsabilité entre le nettoyage, la mise au propre d'un côté et le respect des espaces publics de l'autre.



Dans le quartier Joliot Curie, la récupération d'encombrants a donné lieu, comme l'an dernier, à un volume impressionnant

Propreté : une question de coresponsabilité

En effet, une hausse des incivilités, des salissures volontaires, des squats, des forains qui ne respectent pas les règles de nettoyage sont également à l'origine des

- Venez assister au prochain Conseil Municipal -

le 27 septembre 2010 à 18h30,
salle Jacques Duclos (3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville)

malpropretés. La semaine de la propreté qui s'est déroulée du 25 au 29 mai dernier fut l'occasion de mettre en avant le respect de notre environnement pour un meilleur cadre de vie. Pendant une semaine, de nombreux acteurs (bailleurs, Grand Lyon, Conseils de quartiers, EPJ, habitants) se sont mobilisés pour échanger, progresser sur la question du tri, du cadre de vie.

Cette année l'accent a été mis sur le traitement des déchets. Des multitudes d'actions ont eu lieu dans tous les quartiers de la ville, des animations pour les grands comme les petits : visite du centre de tri, Forum Parole d'enfant « Ma ville propre », un nettoyage en fanfare allant de Léo Lagrange aux Minguettes en passant

par Lénine et Martyrs de la Résistance... Des actions permises notamment par les Conseils de quartiers qui soulèvent régulièrement la question de l'environnement et de la propreté dans les espaces publics mais également dans les parties privées.

L'ensemble des partenaires se mobilisent pour répondre au mieux aux attentes des habitants qui restent malgré tout souvent insatisfaites. C'est pourquoi la ville de Vénissieux, dans le cadre de la Gestion Sociale et Urbaine de Proximité (GSUP), a décidé d'investir un surcoût de nettoyage après les marchés pour rendre une ville propre à ses habitants.

UN NOUVEAU REGLEMENT

La ville met en œuvre le nettoyage des trottoirs, des rues. Et d'énormes efforts sont faits par les services en ramassant ce qui est jeté à terre ... Mais il y a là un enjeu qui est celui de la coresponsabilité entre les salisseurs, les services de nettoyage du Grand Lyon et de la Ville. Car on peut nettoyer, mais s'il y a de plus en plus de gens qui salissent, c'est sans fin. La ville y travaille, notamment sur les marchés avec un nouveau règlement (sensibilisation, puis sanction) La reconnaissance des responsabilités de chacun est indispensable.

«La propreté n'est pas une question secondaire !»

INTERVIEW DE PIERRE-ALAIN MILLET, ADJOINT A L'ENVIRONNEMENT ET AU CADRE DE VIE



Cela fait maintenant deux ans que se déroule la semaine de la propreté à Vénissieux. Quel bilan en tirez vous ?

► **PIERRE-ALAIN MILLET** : «Un bilan encourageant pour faire encore plus ! Non seulement la propreté n'est pas une question secondaire face aux drames de la grande pauvreté et des licenciements, mais elle est une condition de la capacité des Vénissiens à agir ensemble, à résister ensemble à cette société violente et inégale. Respecter son environnement, son cadre de vie quotidien, c'est respecter ses voisins, le vivre ensemble. Cette année se sont multipliées les initiatives de nombreux acteurs, avec des expériences qui donnent des idées pour faire plus et plus nombreux toute l'année, avec plus d'imagination et de créativité que l'an dernier. La propreté peut être abordée en musique, en vidéo, en manif, en débat....»

Le tri était cette année le thème de la semaine, les Vénissiens entrent ils dans cette démarche ?

► **PIERRE-ALAIN MILLET** : «Ils sont nombreux à vouloir le faire, mais les conditions ne sont pas créées partout. Certains laissent tomber face aux difficultés, non-remplacement d'un dépôt verre, d'un bac de tri, mélange entre bacs gris et bacs verts... jusqu'à parfois une collecte le jeudi qui ne prend pas le bac vert pourtant trié. Pourtant, des exemples réussis montrent que c'est possible partout, y compris aux Minguettes ! Mais il y a beaucoup à faire pour expliquer... par exemple que tout le plastique ne va pas dans le tri, seuls les bouteilles et flacons, pas les sacs ni les boîtes ! Pour cela, il faut éviter les généralités, mais valoriser les réussites, comme le tri dans le quartier Max Barel, et sanctionner plus visiblement les incivilités, avec pendant la semaine, 4 exclusions temporaires au marché !»

Le 11 mai, le Grenelle II de l'environnement a été adopté à l'Assemblée Nationale, pensez-vous que ce dispositif permettra d'améliorer notre environnement ?

► **PIERRE-ALAIN MILLET** : «Il risque surtout d'améliorer les bénéfices de ces nouveaux capitalistes verts qui viennent démarcher dans nos quartiers comme ailleurs pour vendre tel ou tel système «propre» ou «vert». Mais pas un Euro pour l'isolation thermique dans le logement social, pas un Euro pour financer les bacs de collecte enterrés qui ont pourtant montré leur efficacité.. Et si peu pour créer de nouvelles filières de tri et de recyclage ! Marx disait «le capital épuise la terre et le travailleur». Il ne faut pas attendre de ce gouvernement qu'il se soucie réellement de l'un ou de l'autre !»

► Vénissy, une dynamique en marche

1 500 m² de surfaces provisoires vont être livrés par étape jusqu'à fin novembre pour accueillir les enseignes qui permettront la continuité des commerces et des services au cœur des Minguettes. Les commerçants non retenus pour intégrer un bungalow recevront une indemnisation après des négociations avec les partenaires de la Ville (Grand Lyon et SERL). Des travaux de 6 ans pour 120 millions d'euros financés par des partenaires privés et publics. Un chantier en étape qui permettra le renouvellement urbain du quartier des Minguettes : avec une trentaine de magasins, 300 logements, des bureaux et de nombreux services. Un nouveau centre de commerces et de loisirs ouvert sur l'avenue Jean Cagne et le futur quartier Armstrong. Une dynamique est en marche !

► Biffins : la fin du marché sauvage

Depuis quelques mois maintenant, de petits détaillants sauvages se sont installés aux alentours du centre commercial des Minguettes. Ces marchands offrent à la vente des pièces détachées, des objets recyclés... et quelques fois des objets volés. Leur nombre ayant énormément augmenté, la ville se doit d'agir envers ces vendeurs à la sauvette. La municipalité ne peut laisser faire. C'est pourquoi les polices municipales et nationales interviennent régulièrement pour empêcher le trafic et la multiplication de ces détaillants. Ces derniers posent également la question environnementale. La présence en grand nombre de ces marchands non autorisés impose un nettoyage supplémentaire des services de la Ville.

LES INTERVENTIONS AU CONSEIL MUNICIPAL



**GSUP: MUTUALISATION
DES COMPETENCES**

PAR **HENRI THIVILLIER**

« La programmation 2010 de la Gestion Sociale et Urbaine de Proximité (GSUP) décline les actions menées pour l'amélioration des espaces extérieurs. Cette convention de proximité associe la Ville, l'Etat, le Grand Lyon et les bailleurs à hauteur de 900 000 euros et permet une gestion mutualisée pour une plus grande efficacité sur la ville. La ville, quant à elle, intervient pour 144 000 euros. Ces actions sont par exemple autour du surcoût de nettoyage des marchés afin de rendre la ville propre aux habitants. La démarche de cette convention est de définir des objectifs d'intervention et les actions les plus pertinentes afin d'améliorer le service rendu aux habitants. »



**LE LOGEMENT :
UNE URGENCE SOCIALE**

PAR **MICHELE PICARD**

« Le Droit au logement est inscrit dans le préambule de la Constitution, malgré cela l'Etat a divisé par 2 ses constructions et les Collectivités Territoriales ont dû pallier en multipliant par 4 leurs efforts financiers pour la construction de logements sociaux. Le nombre de logements reste insuffisant puisque un français sur six est aujourd'hui confronté à la crise du logement. C'est pourquoi j'ai pris un arrêté anti-expulsion sur Vénissieux. Arrêté toujours exécutable le 14 avril à 8h lorsque nous nous sommes opposés à une expulsion. Cette action a permis de relancer la négociation avec le bailleur. Il est du devoir de l'élu de porter aide et assistance à ces concitoyens. Je continuerai à me battre pour plus de justice et de respect de la dignité humaine. »



**IL FAUT
SORTIR DE L'EURO !**

PAR **PIERRE-ALAIN MILLET**

« Les gouvernements européens nous ont vendu une zone euro la plus compétitive du monde afin de nous faire accepter la concurrence généralisée et la fin des services publics. Or l'Union Européenne s'enfonce dans la crise qu'elle fait payer aux peuples par la pauvreté de masse et la précarité. Les pays creusent des dettes faramineuses pour financer le système financier, les guerres, pour subvenir aux besoins des riches, des rentiers, des actionnaires... Une seule issue : bousculer la bourgeoisie et les institutions. Il faut sortir de l'Euro, des institutions financières de l'Union Européenne, du FMI ou de la banque mondiale... pour inventer une monnaie non spéculative, outil de coopération et de solidarité ! Et imposer le partage des richesses ! »

RESIDENCE AMBROISE CROIZAT UNE PROUESSE TECHNIQUE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE !

La résidence Ambroise Croizat II, le premier immeuble basse consommation en Rhône Alpes, se veut une performance technique. Cette construction de la Sacoviv, en collaboration avec le Grand Lyon, la Région, l'ADEME et la ville, a coûté 3,8 millions d'euros. Ces 30 logements conçus pour répondre au Label Qualité Bâtiment Basse Consommation, ont dû remplir des critères techniques (conforts acoustique, thermique, gestion d'énergie) pour décrocher le Label Haute Qualité Environnemental. Ce défi entre dans le cadre du Grenelle de l'environnement.

**Une politique énergétique sociale indissociable
du logement social**

La ville met en oeuvre une véritable politique énergétique sociale, indissociable du logement social et des nouveaux enjeux environnementaux. « *Le Grenelle de l'Environnement*

se doit de dépasser le cadre strict des normes techniques, sans quoi il ne serait alors qu'affaire de marché, plus juteux pour les entreprises qu'efficace pour nos concitoyens » comme le rappelle Michèle Picard. Les élus communistes et apparentés

s'interrogent sur la prise en charge des financements que de nouvelles normes énergétiques vont imposer aux bâtiments dès 2013. Ils craignent que le désengagement de l'Etat en matière environnementale et budgétaire accompagne aussi la défausse sur le financement du logement social.



Ambroise Croizat : le premier immeuble basse consommation en Rhône-Alpes

L'AGENDA 2010

Samedi 19 juin, à partir de 10h30 : Les 40 ans du Centre Nautique Intercommunal seront fêtés. **Samedi 19 juin à partir de 15h30** : Traditionnelle fête de la Musique, Place Léon Sublet. **Le lundi 21 juin à 18h30** : Conseil municipal au cours duquel seront arrêtés le compte administratif 2009 et le budget supplémentaire 2010. Sera proposée la création d'une chaufferie gaz en remplacement des chaudières au fuel lourd (CHV) devenues hors normes 2010. **Le jeudi 24 juin à 18h30** : à l'Hôtel de ville aura lieu la Commission Consultative des Services Publics Locaux. **Le vendredi 25 juin à 16h30** : Une visite du parc des Minguettes est organisée avec la ville. **A partir du 26 juin** : Fête du Cinéma au cinéma Gérard Philipe. **Tout au long du mois de juin** : organisation de nombreuses kermesses d'école sur l'ensemble de la commune.

EXPULSIONS:

TROUVER DES SOLUTIONS JUSQU'AU BOUT

Lors du dernier Conseil Municipal, Michèle Picard a remis les choses au clair avec C. Girard et l'ensemble de la Droite concernant les expulsions locatives sur le territoire de Vénissieux. Le Maire de Vénissieux a déposé un arrêté anti-expulsions locatives en mars auprès de la Préfecture. Quelques jours avant que cet arrêté soit cassé par le Tribunal Administratif, Michèle Picard accompagnée des forces sociales et politiques de gauche s'est opposée à une expulsion. Des actions que la Droite s'empresse de fustiger, de dénigrer « cet arrêté relève de la gesticulation démagogique » dénonce C. Girard. Des propos qui illustrent le manque d'analyse et de propositions de son groupe politique à la Mairie. Michèle Picard décide donc de répondre à ses attaques en lui donnant un petit cours pédagogique.

Relancer les négociations

Premièrement, les politiques publiques mises en œuvre, les situations dramatiques de locataires en détresse ne doivent pas servir à des fins personnelles ou électoralistes. Il est important de défendre, quel que soit le contexte, les personnes en difficultés financières. De plus, dire tout et n'importe quoi sur les dossiers locatifs est fallacieux. De nombreux dossiers trouvent des solutions avant même que le bailleur demande l'expulsion. La présence de nombreux habitants de Vénissieux pour bloquer l'expulsion du 14 avril dernier a d'ailleurs permis de relancer les négociations et de trouver une solution d'échelonnement des remboursements des dettes. Aujourd'hui cet homme a un toit alors que sans cette intervention il serait à la rue ! Est-ce là ce que préconise la Droite ? Ses propos sont également malhon-



Rassemblement devant la Préfecture le 15 mars lors du dépôt en préfecture de l'arrêté anti expulsion locative sur Vénissieux

nêtes et méprisants envers le travail social. La collaboration entre le bailleur, le Conseil général, les associations... permet de débloquer de nombreuses situations difficiles.

Aujourd'hui, 1,4 millions de personnes sont en situation d'extrême précarité pour impayés, 1 français sur 6 connaît des problèmes de logement. Et les chiffres ne font que croître. Les accidents de la vie, la moindre défaillance multiplient les difficultés de ces populations. De nombreuses personnes vivent leur fragilité au quotidien. C'est pourquoi il est important de trouver des solutions avant que les trajectoires ne basculent et plongent des familles entières à la rue. Des situations précaires, et encore plus en ces temps de crise, causées par des salaires, des pensions, des allocations, des minima sociaux en baisse, par une massification du chômage, par un manque de logements sociaux dû aux politiques capitalistes, financières de la France et de l'Europe.

➤ LES ECHOS DU CONSEIL

► **TROP DE COMPOSTEURS ?** : La ville de Vénissieux, en partenariat avec le Grand Lyon, a acheté 500 composteurs par lot de 100. Elle les propose pour 16 euros aux particuliers qui veulent faire du compost chez eux. Geneviève Soudan (Verts) félicite cette initiative, mais s'interroge sur les critères d'attribution de ces composteurs. Comme le souligne Pierre Alain Millet, adjoint à l'environnement, si les 500 acquéreurs sont trouvés, il s'agira d'une belle victoire ! Et la ville pourra s'en féliciter mais attendons de voir. ► **LA METAPHORE NE FAIT PAS L'ACTION** : Christophe Girard (Divers Droite) compare les abords de l'Institut Bioforce à Berlin Est avant la chute du mur, une métaphore hors de propos puisque ces derniers, certes dans l'attente d'une rénovation, sont le sujet de négociation avec le Grand Lyon pour leur rénovation. Et oui parce que la ville n'a pas la compétence en matière de trottoir. Néanmoins, Henri Thivillier, adjoint à l'Urbanisme et au GPV, invite vivement les élus d'opposition à venir négocier avec la Ville auprès du Grand Lyon la rénovation des abords de Bioforce.

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier
au Groupe des élus communistes et apparentés, - 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux-,
par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe <http://gec.venissieux.org/>